Dossier de souscription

Mode d'emploi

Inter Gestion REIM ne garantit pas l'enregistrement de la souscription sur le mois de réception si l'ensemble des éléments (informations, documentation conforme et réception des fonds) n'est pas fourni au moins 5 jours ouvrés avant la fin du mois.

Identification :

Personne physique

Remplir :

- L'identification du ou des souscripteur(s)
- La fiche de connaissance
- Le bulletin de souscription
- Formulaire auto-certification fiscale

Et les annexes suivantes si applicable :

- Attestation de mise en garde renforcée
- Annexe personnes politiquement exposées
- Annexe renonciation de conjoint marié / pacsé
- Mandat de prélèvement SEPA

Personne morale

Remplir :

- L'identification du souscripteur
- La fiche de connaissance
- Le bulletin de souscription
- Formulaire auto-certification fiscale

Et les annexes suivantes si applicable :

- Annexe personnes politiquement exposées
- Mandat de prélèvement SEPA

Documents à fournir :

Personne physique

- **Copie recto-verso d'une pièce d'identité en cours de validité** (CNI / Passeport / Titre de séjour)
- **Justificatif de domicile de moins de 3 mois :** facture d'énergie / box internet ou dernier avis d'imposition IR (en cas de co-souscription le document doit être aux deux noms)
  - **Si hébergé chez un tiers :**
    JDD dans les mêmes conditions au nom du tiers
    Pièce d'identité en cours de validité du tiers
    Attestation d'hébergement datée et signée
- **Origine et traçabilité des fonds :** Renseigner l'origine des fonds et fournir la documentation en fonction des cas listés.
- **RIB :** incluant le nom et prénom du souscripteur ou des co-souscripteurs

Cas spécifique :

- **Si souscripteur mineur :**
  - livret de famille
  - pièce d'identité en cours de validité du représentant
- **Si majeur protégé :**
  - jugement / ordonnance / acte notarié
  - pièce d'identité en cours de validité du représentant

Personne morale

- **Extrait du registre du commerce et des sociétés de moins de 3 mois**
- **Les derniers statuts à jour**
- **Copie recto-verso d'une pièce d'identité en cours de validité** (CNI / Passeport / Titre de séjour) :
  - Du représentant légal
  - Du ou des bénéficiaire(s) effectif(s)
- **Origine et traçabilité des fonds :** Renseigner l'origine des fonds systématiquement et fournir la documentation en fonction des cas listés.
- **RIB :** incluant la dénomination sociale de la personne morale

TOUT DOSSIER REÇU NE PRÉSENTANT PAS LES ÉLÉMENTS MINIMUMS CI-DESSUS SERA RÉPUTÉ NON CONFORME ET NE POURRA ÊTRE PRIS EN COMPTE.

CADRE RÉSERVÉ AU CONSEILLER

CODE ID : . . . . . |_|_|_|_|_|_|_|

Prénom(s)/Nom du Conseiller : . . . . . .

Statut : ❑ CIF ❑ NON CIF ❑ autre : . . . . . (préciser)

Nom du Cabinet : . . . . . .

Tél. Portable : . . . . . |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

E-mail : . . . . . .

Paraphe(s)

Identification (Personne physique) 1/3

❑ USUFRUITIER ❑ NU-PROPRIETAIRE

Personne physique

Souscripteur

❑ M. ❑ Mme

Nom : . . . . . .
Prénom(s) : . . . . . .
Nom de naissance : . . . . . .
Né(e) le[1] : ⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋ Ville : . . . . . .
Pays : . . . . . .
Nationalité(s) : . . . . . .
. . . . . .

Adresse de résidence :

Adresse : . . . . . .
CP : ⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋ Ville : . . . . . .
Pays : . . . . . .
Pays de résidence fiscale (si hors France, remplir formulaire CRS/FATCA) :
. . . . . .
Tél. Portable : ⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋
Adresse e-mail : . . . . . .

Statut :

❑ Etudiant
❑ En retraite (indiquer la dernière CSP)
❑ En activité professionnelle
❑ Sans activité

Secteur d'activité : . . . . . .
Catégorie socio-professionnelle : ⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋
(Se référer à la liste disponible en annexe)

US person[2] : ❑ Oui ❑ Non

PPE[3] : ❑ Oui ❑ Non

Mesure de protection :

❑ Tutelle
❑ Curatelle renforcée
❑ Curatelle simple
❑ Sauvegarde de justice
❑ Habilitation familiale

Si le souscripteur est mineur ou bénéficie d'une mesure de protection, remplir l'identité du représentant :

❑ M. / Mme ❑ Personne morale

Identité du Tiers : . . . . . .
Lien avec le souscripteur : . . . . . .
Adresse si différente de l'adresse fiscale :
. . . . . .
CP : ⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋ Ville : . . . . . .
Pays : . . . . . .
Tél. Portable : ⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋
Adresse e-mail : . . . . . .

Co-souscripteur

❑ M. ❑ Mme

Nom : . . . . . .
Prénom(s) : . . . . . .
Nom de naissance : . . . . . .
Né(e) le[1] : ⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋ Ville : . . . . . .
Pays : . . . . . .
Nationalité(s) : . . . . . .
. . . . . .

Adresse de résidence :

Adresse : . . . . . .
CP : ⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋ Ville : . . . . . .
Pays : . . . . . .
Pays de résidence fiscale (si hors France, remplir formulaire CRS/FATCA) :
. . . . . .
Tél. Portable : ⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋
Adresse e-mail : . . . . . .

Statut :

❑ Etudiant
❑ En retraite (indiquer la dernière CSP)
❑ En activité professionnelle
❑ Sans activité

Secteur d'activité : . . . . . .
Catégorie socio-professionnelle : ⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋
(Se référer à la liste disponible en annexe)

US person[2] : ❑ Oui ❑ Non

PPE[3] : ❑ Oui ❑ Non

Mesure de protection :

❑ Tutelle
❑ Curatelle renforcée
❑ Curatelle simple
❑ Sauvegarde de justice
❑ Habilitation familiale

Si le souscripteur est mineur ou bénéficie d'une mesure de protection, remplir l'identité du représentant :

❑ M. / Mme ❑ Personne morale

Identité du Tiers : . . . . . .
Lien avec le souscripteur : . . . . . .
Adresse si différente de l'adresse fiscale :
. . . . . .
CP : ⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋ Ville : . . . . . .
Pays : . . . . . .
Tél. Portable : ⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋
Adresse e-mail : . . . . . .

Situation de famille :

❑ Célibataire
❑ Marié(e)
❑ Pacsé(e)
❑ Veuf(ve)
❑ Divorcé(e)
❑ Union libre

Nombre d'enfant(s) à charge : ⌊_⌋⌊_⌋

Régime du PACS :

❑ Séparation de biens
❑ Indivision

Régime matrimonial :

❑ Communauté universelle
❑ Séparation de biens
❑ Participation aux acquêts
❑ Communauté réduite aux acquêts

Renonciation du conjoint/pacsé[4] :

❑ Oui ❑ Non

(1) Si plus de 85 ans, remplir l'attestation de mise en garde renforcée.
(2) US PERSON : au sens de la loi FATCA. Contactez votre conseiller si vous avez des questions.
(3) PPE : Personne politiquement exposée – Si vous avez coché oui merci de bien vouloir renseigner le questionnaire relatif aux PPE.
(4) Si oui, remplir l'annexe liée à la renonciation

Paraphe(s)

Fiche connaissance (Personne physique) 2/3

Ce questionnaire, établi dans le cadre des dispositions de l'article L.533-13 du Code monétaire et financier, a pour objectif d'apprécier l'adéquation d'un investissement dans des parts de SCPI avec votre expérience en matière d'investissement, vos besoins, vos objectifs et votre situation financière. Vos réponses, destinées à la seule information d'Inter Gestion REIM, resteront strictement confidentielles.

Situation patrimoniale de l'investisseur (foyer fiscal si co-souscription) :

Estimation globale de votre patrimoine :

- ❑ moins de 50 K€
- ❑ de 51 à 100 K€
- ❑ de 101 à 300 K€
- ❑ de 301 à 500 K€
- ❑ de 501 à 750 K€
- ❑ de 751 à 1000 K€
- ❑ plus de 1000 K€

Répartition de votre patrimoine (en %) :

Actifs Immobiliers :
- Résidence principale
  |_|_|_| %
- Immobilier d'investissement
  |_|_|_| %

Actifs Financiers :
|_|_|_| %
(Compte titres, PEA, assurance vie en UC et en euros, contrat de capitalisation, PEE,...)

Liquidités :
|_|_|_| %
(Livrets, PEL, CEL, compte à terme, LDD, compte courant,...)

Actifs Professionnels :
|_|_|_| %

Revenus annuels de votre foyer fiscal :

- ❑ moins de 45 K€
- ❑ de 46 à 75 K€
- ❑ de 76 à 100 K€
- ❑ de 101 à 150 K€
- ❑ plus de 150 K€

Répartition des revenus annuels :

Revenus Professionnels : |_|_|_| %

Revenus Retraite : |_|_|_| %

Revenus Immobiliers : |_|_|_| %

Autre : |_|_|_| %

Montant global des engagements financiers (Tous crédits confondus) :

- ❑ Moins de 10 K€
- ❑ de 10 K€ à 50 K€
- ❑ de 50 K€ à 150 K€
- ❑ de 150 K€ à 300 K€
- ❑ Plus de 300 K€

Renseignements concernant l'opération et le financement :

J'investis :

❑ Pour mon propre compte ❑ Pour le compte de : .....

Votre horizon de placement :

- ❑ Court terme (< à 5 ans)
- ❑ Moyen terme (entre 5 et 10 ans)
- ❑ Long terme (> à 10 ans)

Vos objectifs de placement :

- ❑ Revenus complémentaires
- ❑ Diversification de patrimoine
- ❑ Transmission patrimoniale
- ❑ Valorisation patrimoniale
- ❑ Autres (à préciser) : .....

Connaissance et expérience du souscripteur (ou du représentant légal) :

Q1. Connaissez-vous les SCPI ?
❑ Oui ❑ Non

Q2. Savez-vous que la SCPI est un placement investi quasi-exclusivement en immobilier ?
❑ Oui ❑ Non

Q3. Connaissez-vous les risques liés aux investissements en parts de SCPI ?
❑ Oui ❑ Non

Q4. Gérez-vous vous-même votre portefeuille ?
❑ Non
❑ Oui, depuis : ❑ < de 3 ans ❑ > de 3 ans

Q5. Quel risque êtes-vous prêt à supporter ?

Votre profil d'investisseur est donc :

- ❑ Un risque nul et une rentabilité modérée — **Prudent***
- ❑ Un risque faible et une rentabilité moyenne mais non garantie — **Prudent***
  - ❑ *En dépit de mon/notre profil d'investisseur(s) prudent(s), j'ai/nous avons choisi d'investir dans des parts de SCPI qui présentent un profil de risque plus élevé et qui sont donc susceptibles d'enregistrer des variations tant à la hausse qu'à la baisse ou des risques de perte en capital plus importants.
- ❑ Un risque moyen pour saisir des opportunités — **Équilibré**
- ❑ Un risque élevé pour rechercher des plus-values importantes — **Dynamique**

Paraphe(s)

Fiche connaissance (Personne physique) 3/3

Q6. Dans le cadre de vos investissements, la durabilité est-elle le critère primordial ? ❑ Oui ❑ Non

Si oui, avez-vous des préférences en matière de durabilité sur l'un ou plusieurs des aspects de durabilité suivants ?

Veuillez cocher les cases qui correspondent à votre/vos préférence(s)

❑ Prise en compte des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité (questions environnementales, sociales et de personnel, respect des droits de l'homme et lutte contre la corruption et les actes de corruption). Par exemple, les incidences négatives sur la durabilité liées aux émissions de gaz à effet de serre peuvent être limitées, ou encore les investissements qui impactent négativement la biodiversité peuvent être exclus.

❑ Investissements durables (Art. 2 Nr. 17 du règlement (UE) 2019/2088 – SFDR) : investissement dans une activité économique qui contribue à la réalisation d'un objectif environnemental mesuré (par exemple, par des indicateurs clés d'efficacité des ressources dans l'utilisation de l'énergie) ou d'un objectif social (par exemple, la lutte contre les inégalités sociales), à condition de ne pas causer de préjudice important à aucun de ces objectifs environnementaux ou sociaux et que les sociétés dans lesquelles l'investissement est réalisé appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

❑ Investissements durables sur le plan environnemental (Art. 2 Nr. 1 du règlement (UE) 2020/852– Règlement Taxonomie) : il s'agit d'un investissement dans une ou plusieurs activités économiques qui contribuent substantiellement à la réalisation d'un ou plusieurs objectifs environnementaux (par exemple, la protection du climat, l'adaptation au changement climatique), à condition de ne pas causer de préjudice important à aucun des objectifs environnementaux, si elles sont exercées dans le respect de ce que l'on appelle les garanties minimales (notamment des droits de l'Homme) et si elles sont conformes aux critères d'examen techniques établis par la Commission européenne.

En dépit de mes préférences de durabilité

❑ J'ai/Nous avons choisi d'investir dans des parts de SCPI qui ne présentent pas nos critères primordiaux.

Classification du souscripteur :

En application de la réglementation en vigueur, Inter Gestion REIM établit et met en œuvre des politiques et des procédures appropriées et écrites permettant de classer ses clients dans les catégories de clients non professionnels, clients professionnels ou contreparties éligibles.

Par défaut, Inter Gestion REIM classe ses clients en tant que « client non-professionnel ».

Le client dispose toutefois de la possibilité de demander une classification différente. En cas de demande de changement de catégorie, la Société de gestion l'informera des conséquences qui en résulteront quant à son degré de protection. Pour tout changement de catégorie, merci de contacter Inter Gestion REIM par e-mail : relation.associe@inter-gestion.com

Communication

❑ J'accepte de recourir à la télécommunication électronique en lieu et place d'un envoi postal pour satisfaire aux formalités relatives à la communication des documents et aux convocations aux assemblées générales.

❑ Je souhaite recevoir des communications promotionnelles de la part d'Inter Gestion Groupe et de ses filiales :
❑ Par e-mail ❑ Par SMS

Je déclare / Nous déclarons :

- Avoir reçu et pris connaissance des statuts, de la note d'information visée par l'Autorité des marchés financiers, du DIC PRIIPS, du dernier bulletin d'information et du dernier rapport annuel, disponibles sur le site www.inter-gestion.com.
- Avoir pris connaissance des conditions générales de souscription.
- Avoir été informé(s) des risques et autres considérations afférentes à une souscription de parts de SCPI et notamment, le risque de ne pas pouvoir revendre facilement les parts souscrites et avoir compris ces risques.
- Avoir été informé(s) et avoir compris tous les risques liés aux SCPI.
- Être informé(e)(s) que la Société de gestion ne garantit pas la revente des parts.
- Que cette déclaration est exacte et faite sous ma pleine et entière responsabilité.
- Que la Société de gestion ne m'a délivré aucun conseil relatif à cet investissement.
- Informer Inter Gestion REIM de tout changement concernant ma situation personnelle durant la durée de détention de l'instrument financier.
- Accepter de communiquer tout document justificatif sollicité par la Société de gestion et ce à tout moment.

CADRE RÉSERVÉ AU(X) SOUSCRIPTEUR(S)

Fait à ..... le |_|_|_|_|_|_|_|_|

J'atteste/Nous attestons qu'une copie est restée en ma/notre possession.

Signature(s) manuscrite(s) ou Signature(s) électronique(s).

Souscripteur et/ou représentant

Co-souscripteur et/ou représentant

Auto-certification (Personne physique)

Instructions de complétion du formulaire

La réglementation EAI-CRS (« Échange Automatique d'Informations – Common Reporting Standard ») impose aux établissements financiers de recueillir certaines informations relatives à leurs clients afin de satisfaire à leurs obligations déclaratives.

Nous vous invitons à compléter le présent formulaire conformément aux instructions figurant ci-après et à fournir l'ensemble des informations et justificatifs requis.

Les informations recueillies pourront, lorsque la réglementation l'exige, être transmises à l'administration fiscale compétente, accompagnées des données relatives aux avoirs concernés, notamment leur valeur ainsi que les revenus ou produits de cession qui s'y rapportent. Cette administration pourra ensuite les communiquer aux autorités fiscales des États dans lesquels la personne est considérée comme résidente fiscale, conformément aux accords internationaux relatifs à l'échange automatique d'informations.

Chaque juridiction applique ses propres critères pour déterminer la résidence fiscale d'une personne ou d'une entité. En règle générale, la résidence fiscale correspond au pays dans lequel vous résidez habituellement. Toutefois, certaines situations particulières, telles que la poursuite d'études, l'exercice d'une activité professionnelle à l'étranger ou un séjour prolongé hors de votre pays de résidence, peuvent conduire à l'acquisition d'une résidence fiscale dans un autre État, voire à l'existence de plusieurs résidences fiscales simultanées.

En cas de doute, vous pouvez contacter un conseiller fiscal.

Identité

Nom : . . . . . Nationalité(s) : . . . . .

Prénom(s) : . . . . . **Adresse de résidence :**

Nom de naissance : . . . . . Adresse : . . . . .

Né(e) le : |_|_|_|_|_|_|_|_| Ville : . . . . . CP : |_|_|_|_|_| Ville : . . . . .

Pays : . . . . . Pays : . . . . .

Représentée par :

Nom : . . . . . Adresse e-mail : . . . . .

Prénom(s) : . . . . . **US person :** ❑ Oui ❑ Non

Agissant en qualité de : . . . . . **PPE :** ❑ Oui ❑ Non

Tél. Portable : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Nationalité / Citoyenneté et résidence fiscale

Report de la réponse :

Êtes-vous résident fiscal français ? ❑ Oui ❑ Non

Êtes-vous résident fiscal d'un autre pays ou territoire que la France ? ❑ Oui ❑ Non

Si vous avez répondu OUI à la question ci-dessus vous devez obligatoirement indiquer :

Pays de résidence fiscale	Numéro d'identification fiscal (NIF) attribué par votre pays de résidence fiscale	Motif si absence d'identification de NIF

En cas d'absence de numéro d'identification fiscale, veuillez en indiquer la raison (A, B ou C) comme indiqué ci-dessous :

❑ A. Votre pays de résidence fiscal n'émet pas de NIF pour ses résidents

❑ B. Vous n'êtes pas en mesure d'obtenir un NIF ou son équivalent (à expliciter ci-dessous)

. . . . . .

. . . . . .

❑ C. Aucun NIF n'est requis (à ne sélectionner que si la juridiction locale ne requiert pas la mention d'un NIF)

Le souscripteur certifie l'exactitude et l'exhaustivité des informations renseignées ci-dessus via ses propres déclarations et sous sa responsabilité, et s'engage à informer immédiatement Inter Gestion REIM de tout changement de résidence fiscale nécessitant la mise à jour de cette déclaration.

Il atteste également avoir connaissance que les informations concernant son investissement pourront être transmises à l'administration fiscale.

SIGNATURE DU SOUSCRIPTEUR OU REPRÉSENTANT LÉGAL

Fait à . . . . . le |_|_|_|_|_|_|_|_|

Souscripteur et/ou représentant

Identification (Personne morale) 1/3

❑ USUFRUITIER ❑ NU-PROPRIETAIRE

Personne morale

Raison Sociale : . . . . . .
SIREN : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|
Forme juridique : . . . . . .

Adresse du siège social : . . . . . .
CP : |_|_|_|_|_| Ville : . . . . . .
Pays : . . . . . .

Représentée par :

Nom : . . . . . .
Prénom(s) : . . . . . .
Agissant en qualité de : . . . . . .
Tél. Portable : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Adresse e-mail : . . . . . .
US person(1) : ❑ Oui ❑ Non
PPE(2) : ❑ Oui ❑ Non

Fiscalité

❑ IR ❑ IS

Bénéficiaire effectif 1

❑ M. ❑ Mme
Nom : . . . . . .
Prénom(s) : . . . . . .
Nom de naissance : . . . . . .
Date de naissance : |_|_|_|_|_|_|_|_|
Lieu de naissance : . . . . . .
Pays de naissance : . . . . . .
Nationalité(s) : . . . . . .

US person(1) : ❑ Oui ❑ Non
Adresse (ville, pays) : . . . . . .
Résident fiscal français : ❑ Oui ❑ Non
Autre résidence fiscale (si applicable) : . . . . . .
. . . . . .
Si applicable indiquer le NIF : . . . . . .
PPE(2) : ❑ Oui ❑ Non

Bénéficiaire effectif 2

❑ M. ❑ Mme
Nom : . . . . . .
Prénom(s) : . . . . . .
Nom de naissance : . . . . . .
Date de naissance : |_|_|_|_|_|_|_|_|
Lieu de naissance : . . . . . .
Pays de naissance : . . . . . .
Nationalité(s) : . . . . . .

US person(1) : ❑ Oui ❑ Non
Adresse (ville, pays) : . . . . . .
Résident fiscal français : ❑ Oui ❑ Non
Autre résidence fiscale (si applicable) : . . . . . .
. . . . . .
Si applicable indiquer le NIF : . . . . . .
PPE(2) : ❑ Oui ❑ Non

Bénéficiaire effectif 3

❑ M. ❑ Mme
Nom : . . . . . .
Prénom(s) : . . . . . .
Nom de naissance : . . . . . .
Date de naissance : |_|_|_|_|_|_|_|_|
Lieu de naissance : . . . . . .
Pays de naissance : . . . . . .
Nationalité(s) : . . . . . .

US person(1) : ❑ Oui ❑ Non
Adresse (ville, pays) : . . . . . .
Résident fiscal français : ❑ Oui ❑ Non
Autre résidence fiscale (si applicable) : . . . . . .
. . . . . .
Si applicable indiquer le NIF : . . . . . .
PPE(2) : ❑ Oui ❑ Non

Bénéficiaire effectif 4

❑ M. ❑ Mme
Nom : . . . . . .
Prénom(s) : . . . . . .
Nom de naissance : . . . . . .
Date de naissance : |_|_|_|_|_|_|_|_|
Lieu de naissance : . . . . . .
Pays de naissance : . . . . . .
Nationalité(s) : . . . . . .

US person(1) : ❑ Oui ❑ Non
Adresse (ville, pays) : . . . . . .
Résident fiscal français : ❑ Oui ❑ Non
Autre résidence fiscale (si applicable) : . . . . . .
. . . . . .
Si applicable indiquer le NIF : . . . . . .
PPE(2) : ❑ Oui ❑ Non

Paraphe(s)

(1) US PERSON : au sens de la loi FATCA. Contacter votre conseiller si vous avez des questions.
(2) PPE : Personne politiquement exposée – Si vous avez coché oui, merci de bien vouloir renseigner le questionnaire relatif aux PPE.

Fiche connaissance (Personne morale) 2/3

Ce questionnaire, établi dans le cadre des dispositions de l'article L.533-13 du Code monétaire et financier, a pour objectif d'apprécier l'adéquation d'un investissement dans des parts de SCPI avec votre expérience en matière d'investissement, vos besoins, vos objectifs et votre situation financière. Vos réponses, destinées à la seule information d'Inter Gestion REIM, resteront strictement confidentielles.

Vous pouvez au choix, fournir les éléments ci-dessous ou nous fournir la dernière liasse fiscale relative au dernier exercice social.

Données financières du dernier exercice social :

Total bilan : ..... € Trésorerie : ..... €
Capitaux propres : ..... € Chiffre d'affaires : ..... €
Patrimoine financier de la société : ..... € Résultat net : ..... €

Renseignements concernant l'opération et le financement :

J'investis :

❑ Pour mon propre compte ❑ Pour le compte de : .....

Votre horizon de placement :

❑ Court terme (< à 5 ans) ❑ Moyen terme (entre 5 et 10 ans) ❑ Long terme (> à 10 ans)

Vos objectifs de placement :

❑ Revenus complémentaires ❑ Diversification de patrimoine
❑ Transmission patrimoniale ❑ Valorisation patrimoniale
❑ Autres (à préciser) : .....

Connaissance et expérience du souscripteur (ou du représentant légal) :

Q1. Connaissez-vous les SCPI ?
❑ Oui ❑ Non

Q2. Savez-vous que la SCPI est un placement investi quasi-exclusivement en immobilier ?
❑ Oui ❑ Non

Q3. Connaissez-vous les risques liés aux investissements en parts de SCPI ?
❑ Oui ❑ Non

Q4. Gérez-vous vous-même votre portefeuille ?
❑ Non
❑ Oui, depuis : ❑ < de 3 ans ❑ > de 3 ans

Q5. Quel risque êtes-vous prêt à supporter ? Votre profil d'investisseur est donc :
❑ Un risque nul et une rentabilité modérée **Prudent***
❑ Un risque faible et une rentabilité moyenne mais non garantie **Prudent***
❑ *En dépit de mon/notre profil d'investisseur(s) prudent(s), j'ai/nous avons choisi d'investir dans des parts de SCPI qui présentent un profil de risque plus élevé et qui sont donc susceptibles d'enregistrer des variations tant à la hausse qu'à la baisse ou des risques de perte en capital plus importants.
❑ Un risque moyen pour saisir des opportunités **Équilibré**
❑ Un risque élevé pour rechercher des plus-values importantes **Dynamique**

Q6. Dans le cadre de vos investissements, la durabilité est-elle le critère primordial ?
❑ Oui ❑ Non

Si oui, avez-vous des préférences en matière de durabilité sur l'un ou plusieurs des aspects de durabilité suivants ?

Veuillez cocher les cases qui correspondent à votre/vos préférence(s)

❑ Prise en compte des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité (questions environnementales, sociales et de personnel, respect des droits de l'homme et lutte contre la corruption et les actes de corruption). Par exemple, les incidences négatives sur la durabilité liées aux émissions de gaz à effet de serre peuvent être limitées, ou encore les investissements qui impactent négativement la biodiversité peuvent être exclus.

❑ Investissements durables (Art. 2 Nr. 17 du règlement (UE) 2019/2088 – SFDR) Investissement dans une activité économique qui contribue à la réalisation d'un objectif environnemental mesuré, par exemple, par des indicateurs clés d'efficacité des ressources dans l'utilisation de l'énergie) ou d'un objectif social (par exemple, la lutte contre les inégalités sociales), à condition de ne pas causer de préjudice important à aucun de ces objectifs environnementaux ou sociaux et que les sociétés dans lesquelles l'investissement est réalisé appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

Paraphe(s)

Fiche connaissance (Personne morale) 3/3

❑ Investissements durables sur le plan environnemental (Art. 2 Nr. 1 du règlement (UE) 2020/852– Règlement Taxonomie) Il s'agit d'un investissement dans une ou plusieurs activités économiques qui contribuent substantiellement à la réalisation d'un ou plusieurs objectifs environnementaux (par exemple, la protection du climat, l'adaptation au changement climatique), si elles ne causent pas de préjudice important à aucun des objectifs environnementaux, si elles sont exercées dans le respect de ce que l'on appelle les garanties minimales (notamment des droits de l'Homme) et si elles sont conformes aux critères d'examen techniques établis par la Commission européenne.

En dépit de mes préférences de durabilité

❑ J'ai/Nous avons choisi d'investir dans des parts de SCPI qui ne présentent pas nos critères primordiaux.

Classification du souscripteur :

En application de la réglementation en vigueur, Inter Gestion REIM établit et met en œuvre des politiques et des procédures appropriées et écrites permettant de classer ses clients dans les catégories de clients non professionnels, clients professionnels ou contreparties éligibles.

Par défaut, Inter Gestion REIM classe ses clients en tant que « client non-professionnel ».

Le client dispose toutefois de la possibilité de demander une classification différente et des conséquences qui en résulteraient quant à son degré de protection. Pour tout changement de catégorie, merci de contacter Inter Gestion REIM par e-mail : relation.associe@inter-gestion.com

Communication

❑ J'accepte de recourir à la télécommunication électronique en lieu et place d'un envoi postal pour satisfaire aux formalités relatives à la communication des documents et aux convocations aux assemblées générales.

❑ Je souhaite recevoir des communications promotionnelles de la part d'Inter Gestion Groupe et de ses filiales :

❑ Par e-mail ❑ Par SMS

Je déclare / Nous déclarons :

- Avoir reçu et pris connaissance des statuts, de la note d'information visée par l'Autorité des marchés financiers, du DIC PRIIPS, du dernier bulletin d'information et du dernier rapport annuel, disponibles sur le site www.inter-gestion.com.
- Avoir pris connaissance des conditions générales de souscription.
- Avoir été informé(s) des risques et autres considérations afférentes à une souscription de parts de SCPI et notamment, le risque de ne pas pouvoir revendre facilement les parts souscrites et avoir compris ces risques.
- Avoir été informé(s) et avoir compris tous les risques liés aux SCPI.
- Être informé(e)(s) que la Société de gestion ne garantit pas la revente des parts.
- Que cette déclaration est exacte et faite sous ma pleine et entière responsabilité.
- Que la Société de gestion ne m'a délivré aucun conseil relatif à cet investissement.
- Informer Inter Gestion REIM de tout changement concernant ma situation personnelle durant la durée de détention de l'instrument financier.
- Accepter de communiquer tout document justificatif sollicité par la Société de gestion et ce à tout moment.

CADRE RÉSERVÉ AU(X) SOUSCRIPTEUR(S)

Fait à ..... le ⌊ ⌋⌊ ⌋⌊ ⌋⌊ ⌋⌊ ⌋⌊ ⌋⌊ ⌋⌊ ⌋

J'atteste/Nous attestons qu'une copie est restée en ma/notre possession.

Signature(s) manuscrite(s) ou Signature(s) électronique(s).

Souscripteur et/ou représentant

Co-souscripteur et/ou représentant

Auto-certification (Personne morale) 1/2

Instructions de complétion du formulaire

La réglementation EAI-CRS (« Échange Automatique d'Informations – Common Reporting Standard ») impose aux établissements financiers de recueillir certaines informations relatives à leurs clients, y compris aux personnes morales et à leurs bénéficiaires effectifs, afin de satisfaire à leurs obligations déclaratives.

Nous vous invitons à compléter le présent formulaire conformément aux instructions figurant ci-après et à fournir l'ensemble des informations.

Les informations recueillies pourront, lorsque la réglementation l'exige, être transmises à l'administration fiscale compétente, accompagnées des données relatives aux avoirs concernés, notamment leur valeur ainsi que les revenus ou produits de cession qui s'y rapportent. Cette administration pourra ensuite les communiquer aux autorités fiscales des États dans lesquels l'entité est considérée comme résidente fiscale, conformément aux accords internationaux relatifs à l'échange automatique d'informations.

Chaque juridiction applique ses propres critères pour déterminer la résidence fiscale d'une entité. En règle générale, la résidence fiscale correspond au pays dans lequel se situe le siège de direction effective de l'entité. En cas de doute, vous pouvez contacter un conseiller fiscal.

Identification de la personne morale

Raison Sociale : . . . . . Adresse du siège social : . . . . .

SIREN : |_|_|_|_|_|_|_|_|_| CP : |_|_|_|_|_| Ville : . . . . .

Forme juridique : . . . . . Pays : . . . . .

Représentée par :

Nom : . . . . . Adresse e-mail : . . . . .

Prénom(s) : . . . . . **US person :** ❑ Oui ❑ Non

Agissant en qualité de : . . . . . **PPE :** ❑ Oui ❑ Non

Tél. Portable : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Residence fiscale de l'entité

Indiquer la résidence fiscale de l'entité :

Pays de résidence fiscale	Numéro d'identification fiscal (NIF) attribué par votre pays de résidence fiscale	Motif si absence d'identification de NIF

En cas d'absence de numéro d'identification fiscale, veuillez en indiquer la raison (A, B ou C) comme indiqué ci-dessous :

❑ A. Votre pays de résidence fiscal n'émet pas de NIF pour ses résidents

❑ B. Vous n'êtes pas en mesure d'obtenir un NIF ou son équivalent (à expliciter ci-dessous)

. . . . . .

. . . . . .

❑ C. Aucun NIF n'est requis (à ne sélectionner que si la juridiction locale ne requiert pas la mention d'un NIF)

Statut CRS de l'entité

Veuillez indiquer ci-dessous à laquelle des catégories suivantes l'entité appartient. **Une seule catégorie doit en principe être retenue.**

Institution financière

L'entité est-elle une Institution Financière (établissement de dépôt, établissement gérant des dépôts de titres, entité d'investissement, organisme d'assurance particulier) ? . . . . . ❑ Oui ❑ Non

- Si résidence fiscale dans un pays non-partenaire à l'échange automatique d'informations : s'agit-il d'une entité d'investissement gérée par une institution financière dont 50 % des revenus bruts proviennent d'investissement, de réinvestissement ou de négociation d'actifs financiers ? . . . . . ❑ Oui ❑ Non
- Existe-t-il, parmi les bénéficiaires effectifs, des non-résidents fiscaux français ? (compléter la rubrique « Bénéficiaires effectifs »). . . . . ❑ Oui ❑ Non

Autres statuts

Société cotée en bourse ou filiale contrôlée par une société cotée en bourse : . . . . . ❑ Oui ❑ Non

Entité publique : . . . . . ❑ Oui ❑ Non

Organisation internationale : . . . . . ❑ Oui ❑ Non

Entité exclue par les textes en vigueur en matière d'échange automatique d'informations : . . . . . ❑ Oui ❑ Non

Entité Non Financière Active (« ENF Active ») – moins de 50 % de revenus passifs : . . . . . ❑ Oui ❑ Non

Entité Non Financière Passive (« ENF Passive ») – plus de 50 % de revenus passifs : . . . . . ❑ Oui ❑ Non

Si ENF Passive : existe-t-il des bénéficiaires effectifs non-résidents fiscaux français ? (compléter la rubrique « Bénéficiaires effectifs ») : . . . . . ❑ Oui ❑ Non

Auto-certification (Personne morale) 2/2

Bénéficiaires effectifs

À compléter obligatoirement si l'entité est une ENF Passive, ou une Institution Financière avec bénéficiaires effectifs non-résidents. Veuillez indiquer chaque actionnaire, associé ou personne physique détenant directement ou indirectement plus de 25 % des parts, du capital ou des droits de vote de l'entité. En l'absence de bénéficiaire effectif identifié, le(s) représentant(s) légal(aux) est/sont considéré(s) comme tel(s).

Bénéficiaire effectif 1

Nom de naissance : . . . . . .
Nom d'usage : . . . . . .
Prénom(s) : . . . . . .
Date et lieu de naissance : . . . . . .
Adresse de résidence principale : . . . . . .
Nationalité(s) / citoyenneté(s) : . . . . . .
Est-il/elle résident fiscal en France ?
❑ Oui ❑ Non
Est-il/elle résident fiscal d'un autre pays que la France ?
❑ Oui ❑ Non
Si OUI : pays de résidence fiscale et NIF (ou NA) :
. . . . . .
Nature et pourcentage de détention / de contrôle :
. . . . . .

Bénéficiaire effectif 2

Nom de naissance : . . . . . .
Nom d'usage : . . . . . .
Prénom(s) : . . . . . .
Date et lieu de naissance : . . . . . .
Adresse de résidence principale : . . . . . .
Nationalité(s) / citoyenneté(s) : . . . . . .
Est-il/elle résident fiscal en France ?
❑ Oui ❑ Non
Est-il/elle résident fiscal d'un autre pays que la France ?
❑ Oui ❑ Non
Si OUI : pays de résidence fiscale et NIF (ou NA) :
. . . . . .
Nature et pourcentage de détention / de contrôle :
. . . . . .

Certification

Le souscripteur, personne morale, représenté par son représentant légal, certifie l'exactitude et l'exhaustivité des informations renseignées ci-dessus via ses propres déclarations et sous sa responsabilité, et s'engage à informer immédiatement Inter Gestion REIM de tout changement de statut ou de résidence fiscale nécessitant la mise à jour de cette déclaration.

Il atteste également avoir connaissance que les informations concernant son investissement, ainsi que celles relatives à ses bénéficiaires effectifs, pourront être transmises à l'administration fiscale.

SIGNATURE DU REPRÉSENTANT LÉGAL

Fait à . . . . . le |_|_|_|_|_|_|_|_|

Souscripteur et/ou représentant

Bulletin de souscription de part(s) 1/2

Montant de la souscription :

Un total de [1] : . . . . . €
Nombre de parts en nue-propriété en chiffres : . . . . . part(s)[2]
Nombre de parts en nue-propriété en lettres : . . . . . part(s)[2]
au prix unitaire de . . . . . €[3], pour une durée de . . . . . ans[3].

(1) Minimum 1 part frais inclus. **(2)** Jusqu'à cinq décimales après la virgule sans arrondi. **(3)** Les durées de démembrement et prix de souscription de la part appliqués sont indiqués dans la convention de démembrement.

Modalités de règlement :

Mode de règlement :

❑ Par Prélèvement SEPA (date du prélèvement selon la date de réception de votre dossier complet)
❑ Par Virement bancaire sur le compte de la SCPI CRISTAL Life (IBAN ci-dessous)
Virement avec libellé : « Nom – Prénom (du souscripteur) » (l'absence d'intitulé correct pourra engendrer un allongement du délai de traitement)

IBAN	FR76 3000 4022 0900 0111 4601 582	BIC	BNPAFRPPXXX

Sauf cas dûment justifié et sous réserve d'approbation de la société de gestion, le compte bancaire (compte courant uniquement) doit être ouvert au nom du souscripteur dans un établissement financier domicilié en France ou dans l'Union européenne.

Si financement :

Montant : . . . . . €
Etablissement prêteur : . . . . . .

Si apport :

Montant de l'apport : . . . . . €

Nantissement :

❑ Oui ❑ Non

Si paiement par un tiers :

❑ M. ❑ Mme
Nom : . . . . . .
Prénom(s) : . . . . . .
Nom de naissance : . . . . . .
Né(e) le : |_|_|_|_|_|_|_|_|
Ville : . . . . . .
Pays : . . . . . .
Nationalité(s) : . . . . . .
Lien avec le souscripteur : . . . . . .

(Fournir pièce d'identité du tiers)

Origine des fonds et traçabilité :

La provenance et l'origine des fonds doivent systématiquement être renseignées.
Un justificatif sera demandé en fonction de l'origine et du montant.

Provenance des fonds :

❑ France ❑ Union européenne ❑ Autre : . . . . . .

❑ Emprunt (justificatif systématique)	Copie de l'offre de prêt + document justifiant d'une sûreté sur les parts si applicable (nantissement, hypothèque...)

Pour les montants > à 60 000 € ou cumul d'opération(s) supérieure(s) à 60 000 € sur une année glissante

❑ Épargne	Copie du ou des relevés de comptes d'épargne / Copie intégrale de l'avis d'imposition sur demande
❑ Héritage / Donation / Cession d'actifs immobiliers	Copie de l'acte notarié mentionnant le montant ou formulaire CERFA avec visa de l'administration fiscale
❑ Don usuel	Attestation de don usuel
❑ Cession d'actifs mobiliers / réemploi de fonds	Copie du relevé d'opération
❑ Autres : . . . . . (obligatoire)	Tout justificatif mentionnant le montant et l'origine du versement

Dans le cadre des obligations de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, la Société de gestion se réserve le droit de demander des documents complémentaires pour satisfaire à ses obligations. Pour toute opération au-dessus de 60 000 €, fournir le document justifiant du solde suffisant sur le compte.

Paraphe(s)

Bulletin de souscription de part(s) 2/2

Je (nous) déclare(ons) :

- Ne pas être une/des « US person » et ne pas présenter d'indice d'américanéité.
- Avoir reçu et pris connaissance des statuts, de la note d'information visée par l'Autorité des marchés financiers, du DIC PRIIPS, du dernier bulletin d'information et du dernier rapport annuel, disponibles sur le site www.inter-gestion.com.
- Avoir pris connaissance des conditions générales de souscription.
- Être informé(e)(s) que la Société de gestion ne garantit ni le retrait, ni la revente des parts, qui ne sont possibles qu'en l'existence d'une contrepartie.
- Que les fonds n'ont pas d'origine délictueuse ou criminelle au sens de la règlementation relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.
- Accepter de communiquer tout document justificatif sollicité par la Société de gestion et ce à tout moment.
- Que cette déclaration est faite sous ma pleine et entière responsabilité.
- Que la Société de gestion ne m'a délivré aucun conseil relatif à cet investissement.
- En cas de co-souscription, signature de tous les souscripteurs (pour les souscripteurs mariés sous le régime de la communauté ou pacsés sous le régime de l'indivision, les parts rentrent dans la communauté, sauf renonciation par un des conjoints/pacsés).

CADRE RÉSERVÉ AU(X) SOUSCRIPTEUR(S)

Fait à ..... le |_|_|_|_|_|_|_|_|

J'atteste/Nous attestons qu'une copie est restée en ma/notre possession.

Signature(s) manuscrite(s) ou Signature(s) électronique(s).

Souscripteur et/ou représentant

Co-souscripteur et/ou représentant

CADRE RÉSERVÉ AU CONSEILLER

Fait à ..... le |_|_|_|_|_|_|_|_|

J'atteste/Nous attestons qu'une copie est restée en ma/notre possession.

Signature(s) manuscrite(s) ou Signature(s) électronique(s).

Bulletin de souscription de part(s) 1/2

Montant de la souscription :

Un total de [1] : . . . . . €
Nombre de parts en usufruit en chiffres : . . . . . part(s)[2]
Nombre de parts en usufruit en lettres : . . . . . part(s)[2]
au prix unitaire de . . . . . €[3], pour une durée de . . . . . ans[3].

(1) Minimum 1 part frais inclus. **(2)** Jusqu'à cinq décimales après la virgule sans arrondi. **(3)** Les durées de démembrement et prix de souscription de la part appliqués sont indiqués dans la convention de démembrement.

Modalités de règlement :

Mode de règlement :

❑ Par Prélèvement SEPA (date du prélèvement selon la date de réception de votre dossier complet)
❑ Par Virement bancaire sur le compte de la SCPI CRISTAL Life (IBAN ci-dessous)
Virement avec libellé : « Nom – Prénom (du souscripteur) » (l'absence d'intitulé correct pourra engendrer un allongement du délai de traitement)

IBAN	FR76 3000 4022 0900 0111 4601 582	BIC	BNPAFRPPXXX

Sauf cas dûment justifié et sous réserve d'approbation de la société de gestion, le compte bancaire (compte courant uniquement) doit être ouvert au nom du souscripteur dans un établissement financier domicilié en France ou dans l'Union européenne.

Si financement :

Montant : . . . . . €
Etablissement prêteur : . . . . . .

Si apport :

Montant de l'apport : . . . . . €

Nantissement :

❑ Oui ❑ Non

Si paiement par un tiers :

❑ M. ❑ Mme
Nom : . . . . . .
Prénom(s) : . . . . . .
Nom de naissance : . . . . . .
Né(e) le : |_|_|_|_|_|_|_|_|
Ville : . . . . . .
Pays : . . . . . .
Nationalité(s) : . . . . . .
Lien avec le souscripteur : . . . . . .

(Fournir pièce d'identité du tiers)

Origine des fonds et traçabilité :

La provenance et l'origine des fonds doivent systématiquement être renseignées.
Un justificatif sera demandé en fonction de l'origine et du montant.

Provenance des fonds :

❑ France ❑ Union européenne ❑ Autre : . . . . . .

❑ Emprunt (justificatif systématique)	Copie de l'offre de prêt + document justifiant d'une sûreté sur les parts si applicable (nantissement, hypothèque...)

Pour les montants > à 60 000 € ou cumul d'opération(s) supérieure(s) à 60 000 € sur une année glissante

❑ Épargne	Copie du ou des relevés de comptes d'épargne / Copie intégrale de l'avis d'imposition sur demande
❑ Héritage / Donation / Cession d'actifs immobiliers	Copie de l'acte notarié mentionnant le montant ou formulaire CERFA avec visa de l'administration fiscale
❑ Don usuel	Attestation de don usuel
❑ Cession d'actifs mobiliers / réemploi de fonds	Copie du relevé d'opération
❑ Autres : . . . . . (obligatoire)	Tout justificatif mentionnant le montant et l'origine du versement

Dans le cadre des obligations de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, la Société de gestion se réserve le droit de demander des documents complémentaires pour satisfaire à ses obligations. Pour toute opération au-dessus de 60 000 €, fournir le document justifiant du solde suffisant sur le compte.

Paraphe(s)

Bulletin de souscription de part(s) 2/2

Je (nous) déclare(ons) :

- Ne pas être une/des « US person » et ne pas présenter d'indice d'américanéité.
- Avoir reçu et pris connaissance des statuts, de la note d'information visée par l'Autorité des marchés financiers, du DIC PRIIPS, du dernier bulletin d'information et du dernier rapport annuel, disponibles sur le site www.inter-gestion.com.
- Avoir pris connaissance des conditions générales de souscription.
- Être informé(e)(s) que la Société de gestion ne garantit ni le retrait, ni la revente des parts, qui ne sont possibles qu'en l'existence d'une contrepartie.
- Que les fonds n'ont pas d'origine délictueuse ou criminelle au sens de la règlementation relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.
- Accepter de communiquer tout document justificatif sollicité par la Société de gestion et ce à tout moment.
- Que cette déclaration est faite sous ma pleine et entière responsabilité.
- Que la Société de gestion ne m'a délivré aucun conseil relatif à cet investissement.
- En cas de co-souscription, signature de tous les souscripteurs (pour les souscripteurs mariés sous le régime de la communauté ou pacsés sous le régime de l'indivision, les parts rentrent dans la communauté, sauf renonciation par un des conjoints/pacsés).

CADRE RÉSERVÉ AU(X) SOUSCRIPTEUR(S)

Fait à ..... le |_|_|_|_|_|_|_|_|

J'atteste/Nous attestons qu'une copie est restée en ma/notre possession.

Signature(s) manuscrite(s) ou Signature(s) électronique(s).

Souscripteur et/ou représentant

Co-souscripteur et/ou représentant

CADRE RÉSERVÉ AU CONSEILLER

Fait à ..... le |_|_|_|_|_|_|_|_|

J'atteste/Nous attestons qu'une copie est restée en ma/notre possession.

Signature(s) manuscrite(s) ou Signature(s) électronique(s).

Convention de démembrement 1/2

Entre le nu-propriétaire :

☐ **Personne physique (cocher la case)**

Souscripteur :
☐ M. ☐ Mme
Nom : .....
Prénom(s) : .....
Nom de naissance : .....
Né(e) le : |_|_|_|_|_|_|_|_| Ville : .....
Pays : .....

Co-souscripteur :
☐ M. ☐ Mme
Nom : .....
Prénom(s) : .....
Nom de naissance : .....
Né(e) le : |_|_|_|_|_|_|_|_| Ville : .....
Pays : .....

☐ **Personne morale (cocher la case)**

Raison Sociale : .....
SIREN : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|
Forme juridique : .....

Adresse du siège social : .....
CP : |_|_|_|_|_| Ville : .....
Pays : .....

Représentée par :

Nom : .....
Prénom(s) : .....

Agissant en qualité de : .....
.....

Et l'usufruitier :

☐ **Personne morale (cocher la case)**

Raison Sociale : .....
SIREN : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|
Forme juridique : .....

Adresse du siège social : .....
CP : |_|_|_|_|_| Ville : .....
Pays : .....

Représentée par :

Nom : .....
Prénom(s) : .....

Agissant en qualité de : .....
.....

Est convenu ce qui suit :

Le nu-propriétaire et l'usufruitier s'engagent sur un démembrement temporaire de propriété d'une durée de ..... ans. À l'expiration de cette période, la pleine propriété des parts est reconstituée et le droit à la perception des dividendes prend effet six mois plus tard.

CADRE RÉSERVÉ AU(X) SOUSCRIPTEUR(S)

Fait à ..... le |_|_|_|_|_|_|_|_|
J'atteste/Nous attestons qu'une copie est restée en ma/notre possession.
Signature(s) manuscrite(s) ou Signature(s) électronique(s).

USUFRUITIER(S)		**NU(S)-PROPRIÉTAIRE(S)**
Par procuration Inter Gestion REIM Représentée par Gilbert RODRIGUEZ Président-directeur général		
Souscripteur	Souscripteur	Co-souscripteur

Convention de démembrement 2/2

Mentions légales

Droit de vote :

Conformément à l'article 12 des statuts, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires et au nu-propriétaire pour les décisions extraordinaires.

Jouissance des parts :

Les parts ou fractions de parts souscrites porteront jouissance au 1er jour du 6e mois qui suit la date d'enregistrement de la souscription sur le registre.

Pacte de préférence – nantissement :

Dans l'hypothèse où le nu-propriétaire ou l'usufruitier désirerait céder ses droits sur ses parts à un tiers, il s'engage à donner la préférence à l'autre partie pour l'acquisition de la nue-propriété ou de l'usufruit selon le cas.

L'offre, précisant les caractéristiques de la cession, devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception. Le bénéficiaire de cette offre disposera d'un délai de quinze jours à compter de la réception pour exercer son droit de préférence.

En cas de nantissement de la nue-propriété ou de l'usufruit, seule la partie concernée par cette garantie est engagée à l'égard de l'organisme financier bénéficiaire.

Cet engagement ne saurait porter préjudice à l'autre partie.

Droit et cession :

À l'arrivée du terme de la convention, date de l'extinction de l'usufruit, sauf convention contraire entre les parties, le nu-propriétaire acquiert la pleine propriété des parts.

En cas de cession, les conditions du démembrement resteront en vigueur et une nouvelle convention devra être régularisée.

Le(s) nu(e)-propriétaire(s) et l'usufruitier déclarent :

Avoir reçu un exemplaire et pris connaissance du dossier de souscription (note d'information et statuts, documents commerciaux, bulletin de souscription, derniers rapport annuel et bulletin d'information).

Prix de souscription :

Les clés de répartition conseillées sont indiquées ci-après. Toutefois chaque porteur de parts peut déterminer une autre valeur en considération des caractéristiques propres de son investissement et sous sa propre responsabilité.

NUE-PROPRIÉTÉ

DURÉE	CLÉS DE RÉPARTITION	PRIX DE SOUSCRIPTION
1 an	95,00%	199,50 €
2 ans	91,00%	191,10 €
3 ans	86,50%	181,65 €
4 ans	82,50%	173,25 €
5 ans	78,50%	164,85 €
6 ans	75,50%	158,55 €
7 ans	72,50%	152,25 €
8 ans	70,50%	148,05 €
9 ans	67,50%	141,75 €
10 ans	65,50%	137,55 €
11 ans	64,50%	135,45 €
12 ans	63,50%	133,35 €
13 ans	61,50%	129,15 €
14 ans	60,50%	127,05 €
15 ans	59,50%	124,95 €
16 ans	58,50%	122,85 €
17 ans	57,50%	120,75 €
18 ans	56,50%	118,65 €
19 ans	55,50%	116,55 €
20 ans	54,50%	114,45 €

USUFRUIT

DURÉE	CLÉS DE RÉPARTITION	PRIX DE SOUSCRIPTION
1 an	5,00%	10,50 €
2 ans	9,00%	18,90 €
3 ans	13,50%	28,35 €
4 ans	17,50%	36,75 €
5 ans	21,50%	45,15 €
6 ans	24,50%	51,45 €
7 ans	27,50%	57,75 €
8 ans	29,50%	61,95 €
9 ans	32,50%	68,25 €
10 ans	34,50%	72,45 €
11 ans	35,50%	74,55 €
12 ans	36,50%	76,65 €
13 ans	38,50%	80,85 €
14 ans	39,50%	82,95 €
15 ans	40,50%	85,05 €
16 ans	41,50%	87,15 €
17 ans	42,50%	89,25 €
18 ans	43,50%	91,35 €
19 ans	44,50%	93,45 €
20 ans	45,50%	95,55 €

Paraphe(s)

Mandat de prélèvement SEPA

ATTENTION : VOUS DEVEZ REMPLIR CE BULLETIN UNIQUEMENT SI VOUS AVEZ CHOISI LE RÈGLEMENT PAR PRÉLÈVEMENT SEPA ET/OU L'ÉPARGNE PROGRAMMÉE.

Personne physique

Souscripteur(s)

❑ M. ❑ Mme ❑ M. et Mme

Monsieur

Nom : .....
Prénom(s) : .....
Adresse : .....
.....

Madame

Nom : .....
Prénom(s) : .....
Adresse : .....
.....

Tiers

❑ M. ❑ Mme

Monsieur

Nom : .....
Prénom(s) : .....
Adresse : .....
.....

Madame

Nom : .....
Prénom(s) : .....
Adresse : .....
.....

Personne morale

Forme juridique : .....
Raison sociale : .....
SIREN : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|
Représentant : .....
Siège social : .....

Mandat de prélèvement SEPA

Titulaire du compte : .....
IBAN : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|
BIC : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|
Domiciliation bancaire : .....

Créancier : CRISTAL Life – 38 avenue de l'Opéra, 75002 PARIS – ICS : FR 40 ZZZ 87CD92

Sauf cas dûment justifié et sous réserve d'approbation de la société de gestion, le compte bancaire (compte courant uniquement) doit être ouvert au nom du souscripteur dans un établissement financier domicilié en France ou dans l'Union européenne.

En signant le présent mandat, j'autorise la Société de gestion Inter Gestion REIM, en tant que gérant de CRISTAL Life, à envoyer des instructions à ma banque pour débiter mon compte aux coordonnées bancaires ci-dessus des montants dus au titre de ma souscription CRISTAL Life ; des montants dus au titre de mon versement exceptionnel sur une souscription historique CRISTAL Life ou des montants dus au titre de mon épargne programmée CRISTAL Life. **La Société de gestion s'engage à lancer le prélèvement des fonds dès le dossier réputé conforme. La Société de gestion ne pourra s'engager sur un enregistrement du dossier avant fin de mois si le dossier est reçu au-delà de 5 jours ouvrés avant la fin du mois.** Je m'engage à informer Inter Gestion REIM de toute modification concernant les informations contenues dans ce mandat et notamment ma domiciliation bancaire en joignant mon relevé d'identité bancaire. Dans l'hypothèse où, pour quelque raison que ce soit, le prélèvement ne peut être effectué en tout ou partie, (compte non suffisamment approvisionné, compte fermé, etc.), Inter Gestion REIM ne procédera pas à la création de parts correspondant au versement de la souscription qui sera alors qualifiée d'« Impayée ». Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Dans le cadre du versement immobilier programmé, s'agissant d'un mandat récurrent, ces instructions de prélèvement restent valables jusqu'à son annulation par simple demande à Inter Gestion REIM.

CADRE RÉSERVÉ AU(X) SOUSCRIPTEUR(S)

Fait à ..... le |_|_|_|_|_|_|_|_|

J'atteste/Nous attestons qu'une copie est restée en ma/notre possession.
Signature(s) manuscrite(s) ou Signature(s) électronique(s).

Souscripteur et/ou représentant

Co-souscripteur et/ou représentant

Attestation de mise en garde renforcée

À compléter par le(s) souscripteur(s) de plus de 85 ans

Je soussigné(e) :

Souscripteur : . . . . . Né(e) le : |_|_|_|_|_|_|_|_|

Co-souscripteur : . . . . . Né(e) le : |_|_|_|_|_|_|_|_|

Demeurant : . . . . .

CP : |_|_|_|_|_| Ville : . . . . .

Certifie :

- ❑ Être accompagné(e) par un conseiller en investissement financier pour cette opération.
- ❑ Avoir pris connaissance des documents suivants :
  - La note d'information ;
  - Le DIC ;
  - Les statuts de la SCPI ;
  - Le dernier bulletin d'information ;
  - Le dernier rapport annuel.
- ❑ Avoir pris connaissance des conditions générales de souscription.
- ❑ Je déclare avoir été informé(e) que la souscription de parts de SCPI :
  - constitue un investissement dont la durée de détention recommandée est de 10 ans.
  - comporte notamment les risques suivants : perte en capital, liquidité, durabilité, crédit, change.

Je confirme ma volonté de procéder à la souscription de . . . . . parts de SCPI.

CADRE RÉSERVÉ AU(X) SOUSCRIPTEUR(S)

Fait à . . . . . le |_|_|_|_|_|_|_|_|

J'atteste/Nous attestons qu'une copie est restée en ma/notre possession.

Signature(s) manuscrite(s) ou Signature(s) électronique(s).

Souscripteur et/ou représentant

Co-souscripteur et/ou représentant

Formulaire d'identification des Personnes Politiquement Exposées (PPE)

Remplir un formulaire par personne politiquement exposée

Identification de la personne politiquement exposée

- ❑ Co-souscripteur
- ❑ Souscripteur
- ❑ Représentant légal
- ❑ Bénéficiaire effectif

Informations relatives à la fonction personne politiquement exposée

Cas n°1 : Exercez-vous ou avez-vous cessé d'exercer depuis moins d'un an des fonctions politiques, juridictionnelles ou administratives (voir définition en annexe) ?

❑ Oui ❑ Non

Cas n°2 : Une personne de votre famille a-t-elle exercé ou cessé d'exercer depuis moins d'un an des fonctions politiques, juridictionnelles ou administratives (voir définition en annexe) ?

❑ Oui ❑ Non

Cas n°3 : Une personne de votre « entourage » connue pour vous être étroitement associée a-t-elle exercé ou cessé d'exercer depuis moins d'un an des fonctions politiques, juridictionnelles ou administratives (voir définition en annexe) ?

❑ Oui ❑ Non

Si vous avez coché oui à l'une des questions ci-dessus, précisez :

L'intitulé du mandat ou de la fonction : . . . . . .
L'organisme dans lequel la fonction a été exercée : . . . . . .
Le pays dans lequel le mandat/la fonction est ou a été exercé(e) : . . . . . .
Date d'entrée en fonction : |_|_|_|_|_|_|_|_|
Date de sortie de fonction : |_|_|_|_|_|_|_|_| (si applicable)
Si cas 2 ou 3, précisez le lien : . . . . . .

Origine et justification de l'origine des fonds

L'origine des fonds et la justification de l'origine des fonds seront systématiquement demandées dans le cadre d'une relation avec une personne politiquement exposée. Voir formulaire lié à l'opération.

CADRE RÉSERVÉ À LA PERSONNE POLITIQUEMENT EXPOSÉE

Fait à . . . . . le |_|_|_|_|_|_|_|_|

J'atteste/Nous attestons qu'une copie est restée en ma/notre possession.
Signature(s) manuscrite(s) ou Signature(s) électronique(s).

Annexe au formulaire d'identification des Personnes Politiquement Exposées (PPE) 2/2

Aide à la détermination du statut de personne politiquement exposée

Identification de la personne politiquement exposée

Une personne exposée à des risques particuliers en raison de ses fonctions est une personne qui exerce ou a cessé d'exercer depuis moins d'un an l'une des fonctions suivantes :

1. **Chef d'État**
2. **Chef de gouvernement**
3. **Membre d'un gouvernement national ou de la Commission européenne**
4. **Membre d'une assemblée parlementaire nationale ou du Parlement européen, membre de l'organe dirigeant d'un parti ou groupement politique soumis aux dispositions de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 ou d'un parti ou groupement politique étranger**
5. **Membre d'une cour suprême, d'une cour constitutionnelle ou d'une autre haute juridiction dont les décisions ne sont pas, sauf circonstances exceptionnelles, susceptibles de recours**
6. **Membre d'une cour des comptes**
7. **Dirigeant ou membre de l'organe de direction d'une banque centrale**
8. **Ambassadeur ou chargé d'affaires**
9. **Officier général ou officier supérieur assurant le commandement d'une armée**
10. **Membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une entreprise publique**
11. **Directeur, directeur adjoint, membre du conseil d'une organisation internationale créée par un traité, ou une personne qui occupe une position équivalente en son sein.**

Sont considérées comme des personnes réputées être des membres directs de la famille des personnes exposées :

- Le conjoint ou le concubin notoire ;
- Le partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou par un contrat de partenariat enregistré en vertu d'une loi étrangère ;
- Les enfants, ainsi que leur conjoint, leur partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou par un contrat de partenariat enregistré en vertu d'une loi étrangère ;
- Les ascendants au premier degré.

Sont considérées comme des personnes étroitement associées aux personnes exposées :

- Les personnes physiques qui, conjointement avec la personne exposée, sont bénéficiaires effectifs d'une personne morale, d'un placement collectif, d'une fiducie ou d'un dispositif juridique comparable de droit étranger ;
- Les personnes physiques qui sont les seuls bénéficiaires effectifs d'une personne morale, d'un placement collectif, d'une fiducie ou d'un dispositif juridique comparable de droit étranger connu pour avoir été établi au profit de la personne exposée ;
- Toute personne physique connue comme entretenant des liens d'affaires étroits avec la personne exposée.

Paraphe(s)

Renonciation du conjoint

Pièce d'identité en cours de validité à fournir.

Régime de la communauté

Conjoint du souscripteur

☐ M. ☐ Mme

Nom : .....

Prénom(s) : .....

Nom de naissance : .....

Date de naissance : |_|_|_|_|_|_|_|_|

Adresse : .....

CP : |_|_|_|_|_| Ville : .....

Tél. Portable : |_|_|_|_|_|_|_|_|_| Adresse e-mail : .....

Cocher la case 1 ou 2

☐ **1. Apport sur les biens communs :**

Conjoint(e) commun(e) en biens de Monsieur, Madame[1] .....,
apporteur de la somme de ..... €
dépendant de la communauté existant entre nous.
Reconnaît avoir été averti(e), conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code civil, de l'apport envisagé et de la faculté de revendiquer la qualité d'associé(e) de la société. .....
pour la moitié des parts souscrites.
Je déclare :

☐ que je donne mon consentement à l'apport effectué par mon conjoint,

☐ ne pas vouloir être associé(e) et renoncer définitivement à revendiquer cette qualité d'associé(e) pour les parts souscrites.

☐ **2. Apport sur fonds propres :**

Conjoint(e) commun(e) en biens de Monsieur, Madame[1] .....,
apporteur de la somme de ..... €
ne dépendant pas de la communauté existant entre nous.
Reconnaît que l'acquisition de la totalité des parts souscrites au capital de la SCPI .....
par mon conjoint a été faite avec des deniers propres ou provenant de l'aliénation d'un propre et tenant lieu d'emploi ou de remploi conformément aux dispositions de l'article 1434 du Code civil.
Je déclare, si un contentieux relatif à la présente acquisition, devait survenir sur l'emploi ou le remploi de deniers propres par mon conjoint :

☐ ne pas vouloir être associé(e) et renoncer définitivement à revendiquer cette qualité d'associé(e) à mon conjoint pour la totalité des parts souscrites.

SIGNATURE

Fait à ..... le |_|_|_|_|_|_|_|_|

(1) Rayer la mention inutile.

Renonciation du partenaire PACSE

Pièce d'identité en cours de validité à fournir.

Régime de l'indivision

Partenaire PACSE

❑ M. ❑ Mme

Nom : . . . . . .

Prénom(s) : . . . . . .

Nom de naissance : . . . . . .

Date de naissance : |_|_|_|_|_|_|_|_|

Adresse : . . . . . .

CP : |_|_|_|_|_| Ville : . . . . . .

Tél. Portable : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| Adresse e-mail : . . . . . .

Apport sur fonds propres :

Partenaire de Monsieur, Madame[1] . . . . . ,
apporteur de la somme de . . . . . .€ dépendant de l'indivision existant entre nous,
reconnaît que l'acquisition de la totalité des parts souscrites au capital de la SCPI . . . . . .
. . . . . .
par mon partenaire a été faite avec des deniers ou biens qui demeurent sa propriété exclusive, conformément aux dispositions de l'article 515-5-2 du Code civil.

Je déclare, si un contentieux relatif à la présente acquisition, devait survenir sur l'emploi ou le remploi de deniers propres par mon partenaire :

❑ ne pas vouloir être associé(e) et renoncer définitivement à revendiquer cette qualité d'associé(e) pour la totalité des parts souscrites.

SIGNATURE

Fait à . . . . . le |_|_|_|_|_|_|_|_|

(1) Rayer la mention inutile.

Conditions générales 1/2

Les informations demandées sont obligatoires

La Société de gestion se réserve le droit de demander toute information ou document complémentaire. La SCPI est un placement immobilier. Comme tout placement immobilier, il s'agit donc d'un investissement à long terme dont la liquidité est limitée et dont le capital, comme les revenus, ne sont pas garantis. En conséquence, ces derniers peuvent varier à la hausse mais aussi à la baisse. Et comme tout placement, les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Le choix du plan d'épargne immobilier doit être adapté à votre situation patrimoniale et à vos objectifs de placement. Le traitement fiscal des revenus provenant de la SCPI dépend de la situation individuelle, du régime fiscal et du taux d'imposition propre à chaque associé.

SCPI :

Nature : SCPI à capital variable

Immatriculation : RCS Paris 894 392 273

Durée : jusqu'au 21/02/2120

Siège social : 38 avenue de l'Opéra, 75002 PARIS

Objet social : Acquisition et gestion d'un patrimoine immobilier locatif

Capital social initial : 760 050 €

Société de gestion : Inter Gestion REIM, Société Anonyme au capital de 240 000 €, domiciliée 38 avenue de l'Opéra, 75002 PARIS, RCS Paris 345 004 436 (agrément de l'AMF n° GP 12000008 délivré le 29 février 2012).

Prix de souscription :

210 €

Frais de souscription :

La Société de gestion perçoit de la SCPI une commission de souscription de 12% TTI* du prix de souscription.

VALEUR DE RETRAIT	FRAIS DE SOUSCRIPTION	PRIX DE SOUSCRIPTION
184,80 €	25,20 €	210 €

* Commission de souscription de 12,00% TTI dont 10,00% TTI de frais de collecte et 2,00% TTI de commission de recherche foncière – Commissions exonérées de TVA conformément à l'article 261 C-1°-e du CGI.

En cas de modification du prix de la part :

Dans l'hypothèse où le prix de souscription de la part serait modifié entre le jour de la signature du bulletin de souscription et l'enregistrement de la souscription par la Société de gestion (dossier de souscription complet et réception de l'intégralité des fonds), le nombre de parts souscrites correspondra au montant de la souscription divisé par le prix de souscription en vigueur lors de l'enregistrement.

Dans l'hypothèse où le prix de souscription de part serait modifié entre le jour de réception par la Société de gestion de l'intégralité des fonds d'un versement programmé et son enregistrement, le nombre de parts souscrites correspondra au montant de la souscription divisé par le prix de souscription en vigueur lors de l'enregistrement.

Minimum de souscription :

1 part.

Modalités de règlement :

Le règlement s'effectue à l'ordre de la SCPI CRISTAL Life au moment de la souscription et pour la totalité du prix de souscription. Il est adressé au siège de la Société de gestion : 38 avenue de l'Opéra, 75002 PARIS. Le règlement correspondant doit être obligatoirement joint. En cas de crédit, la demande de prêt doit être envoyée simultanément à l'établissement prêteur, le bulletin de souscription ne pouvant être enregistré qu'une fois l'accord de prêt et le versement obtenu. La Société de gestion ne pourra être tenue pour responsable de la mauvaise ou de la non transmission/réception des bulletins de souscription.

Jouissance des parts :

Les parts ou fractions de parts souscrites porteront jouissance au 1er jour du 6e mois qui suit la date d'enregistrement de la souscription sur le registre.

Modalités de distribution :

Les distributions de revenus, sous forme de dividendes, sont soumises à l'approbation de l'assemblée générale des associés. La Société de gestion pourra décider de verser des acomptes sur dividendes. Ceux-ci seront distribués mensuellement. Cette faculté ne constitue ni une obligation, ni une garantie de régularité ou de montant.

Responsabilité des associés :

La responsabilité de chaque associé à l'égard des tiers est limitée au montant de sa part dans le capital. L'associé qui cesse de faire partie de la SCPI en optant pour le retrait reste tenu pendant une durée de 5 ans envers les associés et envers les tiers de toutes les obligations existant au moment de son retrait, conformément aux dispositions de l'article L. 231-6 du Code de commerce.

Retrait / revente des parts :

L'associé détenteur de parts qui souhaite se retirer, adresse sa demande à la Société de gestion.

Les modalités et conditions de souscription, de retrait et de cession des parts sont précisées dans les statuts et la note d'information de la SCPI disponibles sur le site www.inter-gestion.com ou sur simple demande auprès de la Société de gestion.

La Société de gestion ne garantit ni le retrait, ni la revente des parts, qui ne sont possibles qu'en l'existence d'une contrepartie.

Augmentation de capital :

Le capital social est divisé en parts sociales de même valeur nominale émises en représentation des apports des associés.

Le capital social pourra augmenter jusqu'à un montant maximum de 450 000 000 € au moyen de versements successifs sans que l'assemblée générale extraordinaire des associés ait à en décider préalablement.

La Société de gestion constatera et arrêtera annuellement le montant de capital souscrit au jour de la clôture de chaque exercice.

L'assemblée générale extraordinaire des associés décidera, lorsque le capital statutaire aura été atteint, soit de maintenir la variabilité du capital et le cas échéant de fixer un nouveau montant de capital maximum, soit de procéder selon le droit commun par tranches d'augmentation de capital décidées préalablement, soit encore de ne plus procéder à de nouvelles augmentations du capital maximum.

Épargne programmée, réinvestissement de dividendes et versements exceptionnels :

Les versements programmés à fréquence régulière (mensuelle, trimestrielle, semestrielle, annuelle) ou les versements exceptionnels s'effectuent par prélèvement sur le compte bancaire du souscripteur sous réserve de la transmission préalable à la Société de gestion du formulaire. L'adhésion doit être reçue et complète au moins 5 jours ouvrés avant la fin du mois pour un premier prélèvement le 5 du mois qui suit la réception du dossier. À défaut, le premier prélèvement sera opéré le 5 du mois suivant. Le montant et la fréquence de mes versements pourront être modifiés à tout moment et sans frais (modalités disponibles auprès de votre conseiller ou d'Inter Gestion REIM).

Chaque prélèvement, réinvestissement de dividendes ou versement exceptionnel se traduit par une souscription de parts ou fractions de parts, au nom du souscripteur, en pleine propriété ou en démembrement temporaire (nue-propriété), selon les conditions de souscription de la part et les clés de répartition en vigueur au jour du prélèvement (et/ou du réinvestissement) et, le cas échéant, en fonction de la durée résiduelle du démembrement en nue-propriété.

Origine des fonds :

Dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, les établissements financiers et les professionnels du patrimoine sont dans l'obligation de vérifier l'origine légale des capitaux qui leur sont confiés. La Société de gestion se réserve le droit de demander tout justificatif dans le cadre des opérations effectuées tout au long de la relation. L'indication de la nature de l'origine des fonds est obligatoire pour toute opération. La justification de l'origine des fonds est obligatoire dès 60 K€ ; pour toutes opérations successives générant un montant global supérieur à 60 K€ sur une année glissante.

Paraphe(s)

Conditions générales 2/2

Impayés :

Dans l'hypothèse où, pour quelque raison que ce soit, le prélèvement ne peut être effectué en tout ou partie, à l'une quelconque des échéances prévues (compte non suffisamment approvisionné, compte fermé, etc.), la SCPI ne procèdera pas à la création de parts ou de fractions de parts correspondant au versement qui sera alors qualifié d'« Impayé ». Tout Impayé entrainera la suspension du mandat de prélèvement et, en conséquence, des versements programmés. S'il souhaite mettre en place à nouveau des versements volontaires programmés, le souscripteur devra alors recontacter son conseiller ou la Société de gestion afin de remédier à la situation.

Relevé d'épargne :

Le relevé d'épargne est disponible sur l'espace associé du site internet www.inter-gestion.com. Il est mis à jour pour chaque nouvelle souscription correspondant à chaque versement périodique. Un relevé d'épargne annuel récapitulatif est également mis à disposition sur l'espace de chaque associé.

Commercialisation :

Dans le cadre de la souscription de parts ou fractions de parts, la Société de gestion est susceptible de reverser une rétrocession des frais de collecte à des intermédiaires habilités.

Démarchage bancaire ou financier :

Le démarchage bancaire ou financier est réglementé par les articles L. 341-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Données à caractère personnel :

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, et au Règlement Général de l'Union européenne sur la Protection des Données (RGPD), les responsables conjoints de la collecte, du traitement et de l'utilisation de vos données personnelles sont les sociétés Inter Gestion REIM et Inter Gestion Groupe (ci-après les « Sociétés »).

Pour toute question ou requête concernant la protection des données personnelles traitées par nos Sociétés, le responsable de la protection des données peut être contacté via l'adresse e-mail suivante : cpo@inter-gestion.com ou encore par courrier à l'adresse Inter Gestion Groupe – Responsable des données personnelles – 38 avenue de l'Opéra, 75002 PARIS.

Les données personnelles qui peuvent être traitées par nos Sociétés sont les suivantes :

Identifiant client ; Etat-civil (Nom, prénom, sexe, date et lieu de naissance, nationalité) ; Carte d'identité ou passeport ; Numéro de téléphone ; E-mail ; Profession ; Situation fiscale ; Identité et coordonnées du représentant ; Situation patrimoniale ; Origine des fonds ; Fiche connaissance ; Régime matrimonial ; RIB et coordonnées bancaires ; Mode de financement des produits ; Profil investisseur ; Personnalité politiquement exposée ; Avis sur les produits et services ;

Avec pour finalités l'exécution, la gestion des souscriptions à nos produits, l'information commerciale, le recueil et la gestion des avis des clients sur les produits et services, et la satisfaction de nos obligations légales et réglementaires.

La base juridique des traitements est l'exécution de nos obligations contractuelles et légales conformément à l'article 6 (b) et (c) du RGPD. Le traitement de vos données personnelles est ainsi nécessaire à la bonne exécution des souscriptions, sans lequel celles-ci ne sauraient être exécutées. Le refus du traitement ou l'opposition à celui-ci par la personne concernée peut entraîner le refus de la souscription.

La conservation et le traitement des données – à l'exception de celles relatives aux avis sur les produits et services – auront lieu en base active pour la durée nécessaire à l'exécution et la gestion de votre souscription. Les données sont conservées en archivage pendant une durée additionnelle de cinq (5) ans après l'expiration de la durée de conservation en base active à des fins probatoires et pour respecter les délais de conservation imposés par les obligations légales et réglementaires en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Les données relatives aux avis sur les produits et services sont conservées pendant la durée nécessaire à la réalisation de l'objectif de l'enquête de satisfaction ou jusqu'à l'exercice du droit d'opposition du client.

Le cas échéant, la durée pourra être celle imposée par toute obligation légale ou réglementaire. Ces durées de conservation sont stipulées sous réserve de l'exercice conforme des droits des personnes concernées.

Conformément aux articles 12 à 22 du RGPD, la personne concernée par le traitement dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition et de limitation aux traitements, d'effacement, et à la portabilité des données. En cas d'exercice d'un droit, nos Sociétés seront tenues de répondre dans un délai d'un (1) mois maximum à compter de la réception de la demande ; ou dans un délai de trois (3) mois compte tenu de la complexité et du nombre de demandes.

L'accès aux données personnelles des clients est strictement limité à nos services internes, habilités en raison de leurs fonctions et tenus à une obligation de confidentialité. Les données collectées sont également communiquées aux sociétés civiles de placement immobilier pour lesquelles le client a souscrit, et à des agrégateurs de données financières permettant au conseiller en investissement financier du client d'accéder à ses données. Les données du client peuvent également être transmises à un prestataire chargé d'effectuer les enquêtes de satisfaction auprès des clients en qualité de sous-traitant pour le compte de nos Sociétés. En dehors des cas énoncés ci-dessus, nos Sociétés s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ou donner accès à des tiers à vos données sans votre consentement préalable, à moins d'y être contraints en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Le client est en droit de présenter toute réclamation relative aux traitements de ses données auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

Paraphe(s)

CRISTAL Life

Société civile de placement immobilier à capital variable • VISA de l'AMF délivré sur la note d'information SCPI n°24-01 en date du 13 septembre 2024 • RCS PARIS : 894 392 273 • 38, avenue de l'Opéra, 75002 Paris.

Inter Gestion REIM

38 avenue de l'Opéra, 75002 PARIS • Tél : 01 43 12 52 52 • SA au capital de 240 000 € • Code APE 6630Z • N° SIRET 345 004 436 00076 • Société de gestion agréée en France sous le n° GP 12000008 et réglementée par l'AMF.